

POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

La lutte directe des masses dans les usines et dans la rue, hors des cadres légaux, organisée par des comités élus en assemblées et révocables, défendue par des piquets et des détachements de combat, l'extension de la lutte à l'ensemble de l'Etat, tel est le chemin pour faire reculer la dictature comme pendant les Conseils de guerre de Burgos ; c'est le chemin qui fait progresser l'unité et l'organisation du prolétariat, par lequel il peut diriger les masses opprimées et exploitées vers le renversement de la dictature, condition de la satisfaction des besoins de la classe ouvrière et des couches exploitées et opprimées du peuple. Le démantèlement véritable de la dictature ne peut être réalisé que par **un gouvernement qui représente réellement les intérêts des masses laborieuses, qui s'appuie sur leur armement et leur mobilisation, qui se soumette à leur contrôle.** Seul un Gouvernement des Travailleurs, émanation des **délégués des comités et assemblées,** peut garantir durablement toutes les libertés démocratiques, démanteler l'appareil répressif de la dictature, instaurer le **contrôle ouvrier sur la production, exproprier les principaux groupes capitalistes sans indemnisation, et créer ainsi les bases de la dictature du prolétariat qui ouvre le chemin au socialisme.** Le combat direct des masses est la seule voie qui permette aujourd'hui une défense véritable de la classe ouvrière et des masses exploitées contre les attaques de la dictature franquiste, et qui prépare les conditions de son renversement et de la construction d'une **République Socialiste basée sur la démocratie des Conseils Ouvriers.**

CONTRE LA COLLABORATION DE CLASSE

Avancer sur ce chemin exige, en même temps que redoublent les combats contre le capitalisme en putréfaction, **de combattre toutes les illusions réformistes au sein de la classe ouvrière.** Illusions que propagent non seulement la bourgeoisie mais aussi certaines directions ouvrières, et parmi elles, en tout premier lieu, celle du PCE, liée à la bureaucratie soviétique et à sa politique de « coexistence pacifique ». Ces illusions constituent un frein important aux luttes des masses et poussent à leur liquidation. La lutte de la Seat est riche en exemples. Ainsi, **le respect du cadre légal préconisé par le PCE a canalisé et gaspillé la combativité des ouvriers à l'intérieur de la CNS, de ses délégués syndicaux, des dialogues avec la direction de l'entreprise et de la confiance en la Magistrature.** L'échec de cette politique a été éclatant au cours des derniers mois, n'obtenant que des miettes et conduisant à de nombreux licenciements, entre autres tous les délégués syndicaux combattifs.